

Souveraineté alimentaire



[1]

Face à une production agricole toujours plus globalisée, les différents pays perdent peu à peu de leur souveraineté alimentaire. Les politiciens suisses défendent officiellement le droit à l'autodétermination en matière alimentaire. Qu'en est-il aujourd'hui et quelles actions peuvent-elles être entreprises pour renforcer la souveraineté alimentaire.

Politique

Le Conseil national a certes inscrit, pour la première fois, la notion de souveraineté alimentaire dans la législation par le biais de sa «Politique agricole 2014-2017», mais les avis divergent quant à son interprétation. Au sens strict, l'autosubsistance signifierait que la surface agricole suisse devrait être exploitée de manière suffisamment efficace pour assurer l'autonomie de notre pays par rapport aux pays étrangers dans le domaine de la production agricole. Cet objectif pourrait toutefois être atteint uniquement si la chaîne alimentaire n'était pas prolongée artificiellement via l'animal, puisque ce mode de production alimentaire requiert énormément de surfaces productives.

Or, tous ceux qui vivent de la production d'aliments d'origine animale (et des subventions y relatives) rejettent ce point. De plus, la population continue de réclamer des aliments d'origine animale. C'est précisément pour maintenir cette production que l'on a importé plus d'un million de tonnes de fourrage en 2011.

« [...] La solution pour garantir la souveraineté alimentaire ne réside ni en une augmentation de la production d'aliments indigènes, comme le préconisent les partis de droite, ni en une réduction radicale de la consommation comme défendue par les partis de gauche, mais plutôt en une consommation plus raisonnable loin de la surconsommation de produits carnés et lactés. »

André Ourednik, scientifique à la Faculté des géosciences et de l'environnement à l'Université de Lausanne

Exploitation des terres

La production de viande est beaucoup plus gourmande en surfaces agricoles que la production d'aliments végétaux. En effet, pour produire de la viande, il faut d'abord faire pousser des plantes, qui serviront ensuite de fourrage aux animaux. Ceux-ci ne transforment toutefois qu'une quantité minime de l'apport énergétique en viande, en lait ou en œufs.

[Exploitation de terres pour la culture de matières fourragères]

Plus de 70 pour cent des terres arables suisses sont monopolisées par la culture fourragère. La moitié au moins de cette surface pourrait parfaitement servir à cultiver des fruits, des légumes et des céréales.

Auto-apvisionnement

L'agriculture suisse se targue d'être en mesure de couvrir, par sa production indigène, une grande part des aliments consommés dans le pays.

Le taux d'auto-apvisionnement du pays dépasse les 90% pour la production animale, mais se situe en-deçà des 50% pour la production végétale¹. Ces chiffres sont cependant trompeurs, puisque la production animale dépend fortement des importations de fourrage.

Pour obtenir des chiffres traduisant mieux la réalité et non pas la production effective d'énergie alimentaire dans le pays (taux d'auto-apvisionnement net), il faudrait dès lors déduire les importations de fourrage du taux d'auto-apvisionnement (brut). Les calculs de ce type s'effectuent sur la base de l'énergie alimentaire produite, exprimée en kilojoules, et non en kilogrammes. En effet, la première se prête mieux à la comparaison que les indications de poids. La valeur nette s'obtient donc par soustraction des importations de fourrage au montant brut² :

Années	Brut	Net
1990-1992	62%	58%
1996-1998	63%	57%
2005-2007	60%	54%

« En Suisse, on produit 32 millions de tonnes de fourrage, contre seulement 3,6 millions de denrées végétales. »

Il en ressort que le taux d'auto-apvisionnement de la Suisse en denrées fourragères de base a chuté, au cours des vingt dernières années, de deux tiers à environ 50 pour cent³. L'Union suisse des paysans (USP) souhaiterait certes faire marche arrière, mais le groupe de travail Fourrage reconnaît lui-même dans son rapport « qu'il serait absolument irréaliste de vouloir produire la totalité des aliments concentrés à partir de composants indigènes, car cela signifierait qu'il faudrait planter quelque 280000 ha en céréales et protéagineux fourragers. En d'autres termes, la presque totalité des terres ouvertes devrait être cultivée en composants pour aliments concentrés⁴. »

Etant donné que la production de denrées d'origine animale nécessite beaucoup plus de surfaces agraires que la production de denrées d'origine végétale, le taux d'auto-apvisionnement ne ferait que baisser davantage.

L'Union suisse des paysans envisage toutefois une autre solution (qui ne sera, espérons-le, pas mise en œuvre): « Il faut que la tendance des incitations à étendre les surfaces de compensation écologiques sur terrains cultivables soit revue à la baisse. Ces surfaces de compensation sont une concurrence à l'utilisation des surfaces consacrées à la production d'aliments concentrés. ». L'USP recommande en outre une intensification de l'agriculture en Suisse et une extension générale de 12 pour cent des terres agricoles.

« Une production de matière fourragère entièrement basée sur des composantes suisses n'est pas réaliste. Cela signifierait que la Suisse devrait cultiver presque 280 000 ha de céréales et protéines fourragères. En d'autres termes, on devrait cultiver des composantes de matières fourragères sur l'ensemble des terres agricoles. »

Qu'impliquerait donc le renforcement de l'approvisionnement en aliments concentrés d'origine indigène à un taux de 65 pour cent? Pour atteindre cet objectif, 153000 ha, plus de la moitié des terres arables de Suisse devraient être dédiées exclusivement à la culture de composants d'aliments concentrés. Il s'ensuivrait une nouvelle augmentation des importations de denrées végétales (légumes, fruits, céréales panifiables, etc.). Cette mesure ne ferait dès lors que transposer le problème de l'auto-apvisionnement des produits animaux vers les produits végétaux.

Prix de la matière fourragère

La production d'un seul kilo de nourriture d'origine animale nécessite plusieurs kilos de céréales. Ce gaspillage n'est rentable que parce que le prix du fourrage est extrêmement bas : en 2009, un agriculteur recevait tout juste 35 centimes par kilo de céréales fourragères.

Oeufs

S'agissant des œufs et des produits dérivés, le taux d'auto-apvisionnement se monte à environ 50 pour cent. Autrement dit, la moitié des œufs consommés en Suisse sont de provenance étrangère⁵. La restauration et

l'industrie (p. ex. produits de boulangerie) ont encore largement recours aux œufs de batterie d'importation meilleur marché. Ce que l'on ne nous dit pas, par contre, c'est que les poules sont presque exclusivement nourries avec des aliments concentrés, pour une large part non indigènes. Il en va de même pour les volailles destinées à la consommation: la moitié d'entre elles sont importées.

Lait

Matraquage publicitaire oblige, lorsque nous pensons à un verre de lait, c'est l'image d'une vache dans un pré qui nous vient à l'esprit. Or, les vaches laitières qui paissent en Suisse de nos jours sont issues d'un élevage tellement forcé qu'elles ont besoin d'aliments concentrés industriels pour produire la quantité de lait qu'on attend d'elles. L'USP estime que chaque vache laitière en Suisse doit consommer en moyenne 640 à 710 kilos d'aliments concentrés pour couvrir la consommation annuelle par habitant de lait à hauteur de quelque 500 litres

Imports de produits de fourrage en 2011: plus d'un million de tonnes.

dont :

- 167 000 tonnes de foin
- 282 000 tonnes de soja,
- 91 000 tonnes de maïs de fourrage,
- 68 000 tonnes de riz de fourrage,
- 62 000 tonnes d'orge.

Et la solution ?

Quel que soit l'angle d'attaque, on en revient toujours au même résultat: plus la production d'aliments d'origine animale est élevée, plus nous dépendons de l'importation. Se borner à réduire la production de denrées animales sans en juguler la consommation, ne ferait qu'augmenter les quantités importées. En conséquence, le chemin le plus direct vers une plus grande souveraineté alimentaire de la Suisse passe inévitablement par une diminution de la consommation de produits d'origine animale. Il n'en tient qu'aux consommateurs de faire changer les choses! Pour limiter la dépendance de la Suisse à l'égard des importations de fourrage, il suffirait de privilégier les produits végétaux, beaucoup moins gourmands en surfaces agricoles. Du même coup, on économiserait de l'énergie, on réduirait les émissions de gaz nocives pour le climat et on œuvrerait en faveur des animaux, des humains et de l'environnement.

Dernière mise-à-jour: 01.11.2016

Notes de bas de page:

1 www.seco.admin.ch/themen/00513/01238/02638/index.html [2]

2 www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaeft.aspx?gesch_id=20091159 [3]

3 www.landwirtschaft.ch/de/aktuell/agronews/detail/article/2012/10/26/getreidebranche-beklagt-sinkenden-selbstversorgungsgrad-beim-futtergetreide/ [4]

4 Stärkung der Versorgung mit Schweizer Kraftfutter, Sept.

2011, www.sbv-usp.ch/fileadmin/user_upload/bauernverband/Taetigkeit/Dossiers/Futtermittel/Bericht_AG_Futtermittel_publiziert_d.pdf [5]

5 www.gallosuisse.ch/html/?id=42 [6]

Source URL (modified on 01.11.2016 - 11:27): <https://www.swissveg.ch/node/1028?language=fr>

Links

[1] <https://www.swissveg.ch/node/1028?language=fr>

[2] <http://www.seco.admin.ch/themen/00513/01238/02638/index.html>

[3] http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20091159

[4] <http://www.landwirtschaft.ch/de/aktuell/agronews/detail/article/2012/10/26/getreidebranche-beklagt-sinkenden-selbstversorgungsgrad-beim-futtergetreide/>

[5] http://www.sbv-usp.ch/fileadmin/user_upload/bauernverband/Taetigkeit/Dossiers/Futtermittel/Bericht_AG_Futtermittel_publiziert_d.pdf

[6] <http://www.gallosuisse.ch/html/?id=42>